

Déclaration liminaire CTM 25 Mars 2019

Nous avons dans ces instances une façon bien particulière de nous exprimer. Que ce soit de notre côté de la table ou de votre côté de la table. C'est une forme de jeu, de comédie, assumés par les deux parties. Une façon d'exprimer des points de vues trop divergents dans le but de ne pas obérer toute chance de négociation, de compromis. Pourtant aujourd'hui, la situation est telle et le niveau du dialogue social est si déplorable qu'il n'y a plus aucun intérêt à céder à ces codes.

Le dialogue, ce n'est pas se limiter à informer, expliquer et écouter. Ce n'est pas attendre que la situation explose et devienne hors de contrôle pour engager des discussions. Depuis des mois, nous souhaitons engager des négociations. La CGT pour sa part est très attachée au dialogue social, et afin de répondre aux aspirations des personnels que nous représentons et cela dans une démarche constructive, nous avons déposé 8 thèmes de négociations que je vous rappelle ainsi que les suites que vous avez donnés :

- Rémunérations : aucune réponse
- Reconnaissance des qualifications : aucune réponse
- Santé au travail : aucune réponse
- Formation Professionnelle : aucune réponse
- Politiques sociales : aucune réponse
- Égalité professionnelle : aucune réponse
- Télétravail : aucune réponse
- Évaluation des politiques publiques : aucune réponse

Faut-il qu'un conflit dur éclate aux douanes et aux finances publiques pour entrevoir les prémices d'une possible discussion. Comment faut il interpréter ce message ? Ils ne veulent discuter que si on les y contraint par la force ? Dont acte le message est bien passé.

Les douaniers ont engagé une mobilisation originale. Ils n'ont pas procédé à une grève du zèle mais ont simplement entrepris de réaliser strictement le travail prescrit. En langage courant, ils se sont mis à faire normalement leur boulot. Cela a eu diverses conséquences :

- 1) Ils réalisent quelques affaires douanières intéressantes
- 2) Comme nous le radotons sans cesse, des effectifs largement insuffisants pour faire normalement le travail prescrit provoquent bouchons, files d'attentes, retards , annulations de trains etc...
- 3) M Macron et son gouvernement ayant décrété que contrôler ou réguler l'économie était un péché capital qui pouvait avoir pour conséquence de limiter l'accumulation de richesses pour l'oligarchie qu'ils défendent, les intimidations et les menaces n'ont pas tardé à s'abattre sur les agents qui ont l'audace ultime de faire leur travail !

Mais nous, les agents de Bercy, nous sommes là pour servir l'intérêt général, et non, servir de quelconques intérêts particuliers. Nous sommes au travail pour défendre les intérêts économiques de la nation et protéger les citoyens. Ne croyez pas que les agents de Bercy se détourneront si facilement de ce qui fait le sens de leur vie au travail ! Et la CGT mettra tout en œuvre et pèsera de tout son poids pour protéger les personnels en lutte.

C'est également le message des agents des finances publiques qui dans des circonstances économiques très compliquées pour nombre d'entre eux, étaient massivement en grève le 14 mars dernier.

Il ne laisseront pas démanteler leur administration comme une entreprise promise à la découpe pour satisfaire des actionnaires vautours.

Le lobby des experts comptables, les notaires et d'autres acteurs économiques se frottent déjà les mains en attendant de pouvoir se servir sur la bête. Le jeu de Monopoly financier entamé par Bercy dans le cadre du rapprochement entre la Caisse des dépôts et La poste fait froid dans le dos. Je rentre au capital de la Poste, en contre partie je te laisse la CNP assurances. Tout cela pour donner la couverture financière nécessaire au groupe la poste pour marchandiser des pans entiers de service public (service à la personne ou aide aux formalités fiscales, dès cette année, bien sûr tout cela contre monnaie sonnante et trébuchante, le tout au détriment des missions d'intérêt général qui était celle de la caisse des dépôts

Des missions qui était assurées gratuitement par des agents publics ayant acquis une indéniable expertise en la matière seront assurées contre rémunération par des opérateurs extérieurs, et des salariés exploités et mal formés à ces missions. Voilà les contours AP 2022 qui se précise...

Contours d'AP2022 qui se précisent également en matière de droits et garanties pour les personnels. Suite aux restructurations prévues, notamment en matière de réseau, des mutations fonctionnelles et ou géographiques forcées se préparent, les nouvelles suppressions d'emplois, grande avancée sociale, seront accompagnées par un plan de départ volontaire qui engendrera un manque de moyen humain catastrophique mais aura aussi pour conséquence, une rupture brutale dans la transmission des compétences.

Recours accrus à la contractualisation, rémunération au mérite, toujours plus de précarisation du salariat, nul doute que le progrès social est en marche.

Maltraités, ignorés, les agents en ont assez de subir, et qu'on ne reconnaisse ni l'intérêt ni la qualité de leur travail !

C'est pourquoi les agents des finances publiques seront à nouveau jeudi en grève et en manifestation et viendront sous vos fenêtres exprimer leur colère en espérant que vous aurez trouvé d'ici là un remède à votre surdité.

Et que dire de la CCRF ! Les agents déjà particulièrement maltraités et en souffrance extrême suite aux réformes successives dont ils ont été victimes, apprennent par le biais du ministre de l'agriculture, le projet semble t-il bien avancé, de l'absorption par l'agriculture des missions de sécurité alimentaire.

Quel tact, quel sens du dialogue social, franchement bravo ! Vous allez nous répondre que M. Le Maire n'en savait rien ? Bien sur que des discussions avaient déjà eu lieu sur ce thème c'est simplement que la décision finale n'avait pas encore été prise. Et c'est cela votre conception du dialogue, simplement nous informer des décisions prises sans aucune concertation ni négociation préalables avec les partenaires sociaux ? Ce n'est pas notre conception d'un dialogue avec des interlocuteurs honnêtes et sincères.

Vous nous direz que le ministre a accepté de recevoir les organisations syndicales de la CCRF pour

les rassurer sur leur avenir le 1er avril, comme tous ses prédécesseurs ont tenté de le faire avant lui. Il va falloir une immense force de persuasion pour que l'on croit en la sincérité de sa parole.

Le seul point où nous convergeons avec lui est sur la pertinence de la date choisie. Je pense que l'ensemble des réunions institutionnelles devraient être programmées le 1er avril tant la nature et le contenu du dialogue social ressemblent à une vaste blague dans ce ministère.

Plutôt que d'être associés aux réflexions nous subissons les décisions, cela dénote d'une très grande immaturité s'agissant de votre conception du dialogue social.

C'est d'ailleurs dans un esprit constructif que l'interfédéral vous a interpellé par une lettre le 05 février dernier demandant l'ouverture d'une grande concertation sur l'avenir du ministère et de ses administrations qui associe les agents et leurs représentants en amont des projets ; la reconnaissance de la technicité et des qualifications des agents par des plans de promotions et l'augmentation de la rémunération des agents de Bercy (par exemple par l'indemnité mensuelle de technicité).

Vous nous direz que nos revendications sont inatteignables budgétairement. C'est totalement faux !

Ce sont des choix politiques, alors pitié, dites nous que le gouvernement et nos ministres ont simplement d'autres orientations, ne nous expliquez pas que nous n'avons pas bien compris.

Il n'y a pas de limites pour les plus riches, les plus puissants, pour imposer leur vue. Il n'y a pas de limites concernant le versement de dividendes pour les entreprises du CAC40, qui d'après de nombreux économistes vont établir un nouveau record en la matière durant cette année 2019.

Alors oui, il y a d'autres choix politiques et d'autres moyens de financer les revendications des personnels de ces ministères, mais comme pour le reste il ne paraît pas très intéressant de discuter fiscalité et budget de l'État avec les praticiens de la matière puisque les ministres n'ont même pas daigné faire semblant en convoquant un CTM dans le cadre du PLF 2019.

Nous avons pourtant tous ici de ce côté de la table des propositions qui mériteraient d'être écoutées et débattues, c'est un minimum que nous pourrions attendre. D'autant que les politiques économiques mises en œuvre d'une manière constante depuis 30 ans ont visiblement une inefficacité économique et sociale qui se confirme dramatiquement dans le temps.

Afin de ne pas monopoliser trop de temps je ne développerai pas ici les propositions de la CGT en matière de financement et de fiscalité, mais nous vous demandons de joindre à cette liminaire un 4 pages que nous venons de publier afin qu'il soit annexé au PV de ce CTM.

Une simple baisse de 0,1 % des niches fiscales permettrait à elle seule de réengager une politiques ambitieuse dans les ministères de Bercy. Politiques qui permettraient de mieux protéger les citoyens, de dynamiser une économie respectueuse des valeurs humaines et environnementales, d'exercer nos missions dans de meilleures conditions, de lutter efficacement contre la fraude fiscaux....

En tout cas s'il vous plaît, ne nous dites pas que ces propos liminaires sont trop « politiques » et qu'ils n'ont pas leur place dans cette enceinte. Vous savez que ce sont de ces politiques que découle la politique du ministère en matière d'emploi, de missions, de santé au travail, de politiques

sociales...

Le jeu du gouvernement a été de marginaliser les corps intermédiaires, de les ridiculiser, de les présenter comme des oripeaux d'un temps révolu. Nous vous mettons en garde solennellement. Ce jeu est dangereux, les personnels se sentent incompris, humiliés, déconsidérés, ils sont en colère et ils comprennent que nous sommes aujourd'hui mis hors jeu.

Bien qu'ayant été très patients, vous nous avez poussés dans une impasse, l'impasse de l'affrontement

Si toutes les portes de discussion continuent de se fermer devant nous, vous ne pourrez venir nous voir quand les annonces de restructurations dans les ministères vont tomber et nous demander quand cela vous arrangera d'être constructif et de discuter.

S'agit-il de menaces, nous serions bien en peine de vous convaincre qu'il ne s'agit pas de menaces.

Si vous voulez passer en force, détruire nos missions de services publics, détruire les conquêtes sociales, vous aurez la CGT en travers de votre chemin plus déterminée que jamais.

Avant d'en finir, nous avons une pensée pour l'encadrement, toutes les femmes et les hommes, dont vous, qui vont être chargés de la salle. Besogne de casser le bel outil pour lequel nous travaillons tous car ce qui nous rassemble malgré toutes nos différences d'appréciations, c'est le sens du service public et la conviction que les missions des ministères de Bercy avaient un rôle crucial pour l'ensemble de notre société.

Cette période va être une période pathogène pour tous et nous nous battons pour tous.

Je terminerais ces propos liminaires par ces quelques mots de Victor Hugo « ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent ». Vous pouvez compter sur nous.